



REVUE DE PRESSE DU 31/10/2016

- 1- La direction des douanes aurait transmis à la Banque d'Algérie, depuis le début de l'année, des dizaines de dossiers liés à des opérations d'importation qu'elle soupçonne de fraude sur le commerce extérieur. L'information a été divulguée, par le député islamiste Hacem Aribi qui cite des sources au niveau des douanes et au sein de la Banque d'Algérie.
- 2- Plus de 600 projets de création de micro-entreprises ont été financés, dans la wilaya d'Oran, par l'Agence nationale de gestion de micro-crédits (ANGEM), depuis janvier 2015. Ces projets entrent dans la cadre de la formule dite de «financement triangulaire» (intéressé, ANGEM et banque) et dont le montant ne dépasse pas 1 million de dinars. Pour ce qui est des dossiers concernant l'achat de matières premières, dont la gente féminine au foyer représente 60% des demandeurs, (plus de 1.000 demandes) ont été satisfaites en 2015.
- 3- " 2017 sera l'année de la fin d'importation du ciment par l'Algérie", c'est ce qu'a indiqué hier depuis Adrar, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb. "L'année 2017 sera celle de la fin de l'importation par l'Algérie du ciment à la faveur des cimenteries réalisées ou en voie de l'être à travers différentes régions du pays, dont la capacité de production globale annuelle devra atteindre les six (6) millions de tonnes", a souligné M. Bouchouareb lors de l'inspection de la cimenterie de la commune de Timegtane, daïra d'Aoulef, 260 km à l'est d'Adrar, dans le cadre de sa visite de travail dans la région.
- 4- Le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a effectué dimanche une visite d'inspection au projet de la mosquée d'Alger, a assisté à une projection vidéo sur les aspects techniques et l'état d'avancement des travaux de cet ouvrage phare de la capitale. Selon la vidéo projetée, les gros œuvres du projet de la mosquée d'Alger enregistrent un taux global de réalisation de 90%.
- 5- La compagnie aérienne publique Tassili Airlines (TAL) a inauguré une liaison régulière Alger-Biskra, dans le but notamment de contribuer au développement de l'activité économique et touristique à Biskra et sa région. Cette desserte, qui sera à raison de deux vols par semaine (jeudi et samedi), a été proposée avec une tarification promotionnelle sur le prix du billet à 7.000 Da.



- 6- Plus de 88 millions de voyageurs ont été transportés par le métro d'Alger en cinq ans, selon la Ratp El Djazair, qui vise à doubler la fréquentation quotidienne du métro. En marge d'une journée de célébration du cinquième anniversaire du métro d'Alger, on apprend que la fréquentation actuelle qui atteint 100.000 voyageurs/jour, passera prochainement à 200.000 voyageurs/jour avec les extensions des lignes de métro en cours de réalisation. Comparativement à 2015, la fréquentation de la ligne du métro (Grande-Poste-El Harrach) a augmenté de 44%, tandis que les rames du métro ont parcouru depuis le 1er novembre 2011, jour de sa mise en service, plus de 7000.000 km.

- 7- Pas moins de 3164 personnes ont trouvé la mort dans des accidents de la route, durant l'année en cours 2016. Les chiffres sont en baisse de 8% par rapport à la même période de 2015, a indiqué hier dimanche sur les ondes de la chaîne I, le directeur général du Centre national de prévention routière, Ahmed Nait El Hocine. "Un total de 22900 accidents de la route qui a causé pas moins de 35952 blessés, toujours durant la même période (2016), selon les chiffres annoncés par l'invité de la Radio nationale. Soit une baisse de (-17.10%) d'accidents comparativement à la même période de 2015.

- 8- Les sacrifices consentis par les artisans de la Glorieuse Révolution de Novembre méritent que "nous restions fidèles à leur serment", a affirmé le général de corps d'armée Ahmed Gaid Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), dans un ordre du jour à l'occasion du 62ème anniversaire du déclenchement de la Révolution.



A lire :

Réserves de change, cotation du dinar et perspectives de l'économie algérienne

Professeur des Universités, expert international Dr Abderrahmane MEBTOUL

Il existe un lien dialectique entre l'évolution de la rente des hydrocarbures, le niveau des réserves de change et la cotation du dinar algérien, le tout renvoyant au fonctionnement de l'économie algérienne assise sur la rente.

1- Les réserves de change fonction des recettes d'hydrocarbures , 97/98% directement et indirectement avec les dérivées des recettes en devises, ont été estimées à 56 milliards de dollars en 2005, 77,78 milliards en 2006, 110 milliards en 2007 à 138,35 milliards de dollars en 2008, à 147,2 milliards en 2009, à 157 milliards de dollars fin 2010 , 188,8 milliards de dollars en 2011, 190, 66 en 2012, 194 milliards de dollars en 2013, 179,9 milliards de dollars en 2014, 144,1 milliards de dollars fin 2015 , fin septembre 2016 à 121,9 milliards de dollars et selon le rapport du FMI d'avril 2016, clôtureront à 113,3 mds usd fin 2016 (couvrant 22,2 mois d'importation) et 92,3 mds usd en 2017.

La Banque mondiale dans un rapport global pour la région MENA de fin juillet 2016 prévoit des réserves de change courant 2018 de 60 milliards de dollars. La période 2017/2020 n'incite guère à l'optimisme selon la Banque mondiale, dans un rapport étendu à la grande région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), quant au relèvement du prix du pétrole. Un rééquilibrage s'opèrera sur le marché mondial du pétrole au début de l'année 2020, à des prix d'équilibre compris entre environ 53 et 60 dollars le baril, encore qu'avec la réunion d'Alger en attendant la réunion de Vienne le 30 novembre 2016, il est à souhaiter un prix d'équilibre entre 50/55 dollars(le FMI prévoyant une moyenne de 53/55 dollars pour 2017). Mais tout dépendra de la croissance de l'économie mondiale et notamment de la Chine, le cours s'étant établi le 28 octobre 2016 à 49,76 dollars pour le Brent et 48,76 dollars pour le Wit avec un cours bas du dollar 1,09 dollar un euro. Pour avoir un équilibre budgétaire toujours selon le FMI, l'Algérie aura besoin, en 2016, d'un prix de pétrole de 87,6 dollars/baril contre 109,8 dollars/baril en 2015. Le 08 août 2016, le quotidien The Independent a une vision alarmiste déclarant que " l'Algérie risque la faillite dans moins de cinq ans ".

Le 09 août 2016, le FMI moins pessimiste, note que le pays a devant lui "une occasion exceptionnelle de se concentrer sur la mise en œuvre de ces réformes essentielles et de refaçonner ainsi son économie sur un modèle plus pérenne, plutôt que de rester tributaire de réserves pétrolières qui risquent d'être épuisées d'ici vingt ans". Pour le FMI et la Banque mondiale l'Algérie ne peut continuer à fonctionner entre 2017 et 2020 sur la base d'un cours supérieur à 80/90 dollars car si le cours fluctue entre 45/55 dollars, le risque est un amenuisement des réserves de change avec un déficit croissant source de tensions économiques, sociales et politiques.



2.- Selon le dernier rapport d'octobre 2016 des douanes, les exportations ne couvrent les importations qu'à hauteur de 57% durant les 9 premiers mois de 2016 contre 68% à la même période de 2015. A la même tendance le déficit commercial fin 2016 devrait clôturer à 20,05 milliards de dollars. Si l'on ajoute seulement un minimum 7 milliards de dollars de transferts de services et 3 milliards de dollars de transferts légaux de capitaux (le montant pourrait être supérieur), le déficit de la balance des paiements, seul document de référence valable, approchera ou dépassera 30 milliards de dollars et ce bien entendu que le cours se maintient à un niveau de 50/55 dollars. Comme mis en relief dans plusieurs contributions en arabe- français-anglais , à moins de 20 milliards de dollars de réserve de change, sous l'hypothèse d'une non dynamisation des sections rente, cela mettra au moins 5/6 ans si les réformes sont entamées en 2017, d'un cours de pétrole à prix constant, fluctuant entre 45/60 dollars, 33% des recettes de Sonatrach provenant du gaz ,dont le prix de cession sera encore plus bas avec la fin des contrats à moyen/long terme , le dinar officiel se cotera à plus de 200 dinars un dollar entre 2018/2019 et le parallèle s'orienterait vers 250 dinars un dollar.

Il existe en Algérie depuis des décennies des distorsions entre le taux de change officiel du dinar et celui sur le marché parallèle. Le square Port Saïd à Alger, certaines places à l'Est et à l'Ouest sont considérées comme des banques parallèles à ciel ouvert fonctionnant comme une bourse où le cours évolue de jour en jour selon l'offre et la demande et les cotations au niveau mondial du dollar et de l'euro. Précisons que pour la période 1970 à 1995, le dinar a été coté administrativement, comme à l'ère soviétique sa cotation ayant peu de signification. Depuis, 1994/1995 à 2016, sa cotation fluctue entre une gestion administrative et une gestion répondant aux normes du FMI, puisque le dinar algérien n'est pas convertible. Créé en 1964, le dinar algérien était coté avec le franc jusqu'en 1973, 1 dinar pour 1 franc, et par rapport au dollar 1 dinar pour 5 dollars. Depuis 1974, la valeur du dinar a été fixée suivant l'évolution d'un panier de 14 monnaies avec une dépréciation entre 1986/1990 de 4,82 à 12,191 (cours USD/DZD), de 150% suivi d'une seconde dépréciation, de l'ordre de 22% en 1991.

Avec la cessation de paiement en 1994 et suite au rééchelonnement et aux conditionnalités imposées par le FMI, il y a eu une nouvelle dévaluation, de plus de 40% par rapport au dollar américain suivi dès 1995/1996 d'une convertibilité commerciale du dinar. Le 28 octobre 2016, la cotation officielle est de 110,10 dinars un dollar et 120,98 dinars un euro, soit un dérapage de plus de 40% à la cotation de 2010 et le cours sur le marché parallèle dépasse 180 dinars un euro.



3.-Ce glissement du dinar à la baisse pour ne pas dire dévaluation, du fait que 70% des besoins des ménages et des entreprises publiques et privées dont le taux d'intégration ne dépasse pas 15% provenant de l'extérieur, la taxe s'appliquant à un dinar dévalué, voile l'importance du déficit budgétaire tant en fiscalité ordinaire qu'en fiscalité hydrocarbures. Malgré cela le plafond officiel du fonds de régulation des recettes sera épuisé le dernier trimestre 2016 poussant le gouvernement à plus de réalisme et à tabler dans la loi de finances 2017 sur un cours du marché moyen de 50 dollars. Ce dérapage du dinar, bien que cette hausse étant réduite du fait de la baisse des prix de certains produits au niveau du marché international, explique donc la hausse de la fiscalité ordinaire bien que les importations soient en légère baisse entre 2015/2016 et l'accroissement du coût des matières premières, des équipements et des biens finis de consommation importés, avec l'accentuation du processus de l'inflation importée, la sphère informelle dominant le commerce s'alignant sur le cours du marché parallèle.

Dès lors réflexe naturel de tout agent économique, les ménages ou opérateurs privés se réfugieront dans l'achat de devises fortes, de l'or ou de l'immobilier afin de préserver le pouvoir d'achat de leur épargne. Aussi, ce n'est pas une question de Lois d'investissement (combien de Lois depuis l'indépendance ?), mais d'approfondir la réforme globale, condition sine qua non d'une économie productive dans le cadre des valeurs internationales.

L'Algérie peut-elle continuer à verser des salaires sans contreparties productives, et consacrer le montant faramineux de subventions et transferts sociaux, non ciblés qui ne s'adressent pas essentiellement aux plus démunis, quitte à conduire le pays au suicide collectif ? Il est vrai que la situation économique est différente de la crise de 1986 avec le niveau des réserves officielles de change, bien qu'en baisse et le niveau historiquement bas de la dette extérieure pouvant, à court terme surmonter les "chocs" externes, sous réserve d'une réorientation urgente de toute la politique socio-économique actuelle.

Avec des objectifs stratégiques précis, un langage de la vérité, le retour à la confiance et la moralité de ceux qui gouvernent la Cité, une autre gouvernance locale et centrale, reposant sur l'économie de la connaissance, des institutions centrales et locales débureaucratismes réalisant la symbiose Etat-citoyens, donc de profondes réformes structurelles, micro-économiques et institutionnelles, certes difficiles, car déplaçant d'importants segments de pouvoir assis sur la rente, l'Algérie qui recèle d'énormes potentialités et peut relever les nombreux défis. L'on devra éviter de vendre tant l'illusion monétaire que mécanique des années 1970, étant à l'aube de la quatrième révolution industrielle. Aller au FMI horizon 2019/2020, serait un drame à la fois économique et politique pour le pays. Un sursaut national s'impose car il s'agit d'une question de sécurité nationale.